

La schizophrénie entre programme de travail et cadre financier pluriannuel l'exemple du NGEU

Le mercredi 12 février, la Commission européenne présentera au Parlement européen en session plénière à Strasbourg et en même temps à la Présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne le programme de travail pour 2025, dont nous avons déjà anticipé la liste le 27 janvier, avec les principales propositions précédées par la création de quatorze « groupes de projet » ([LIEN](#)).

Nombre de ces initiatives, telles que le Compas Compétitivité du 29 janvier et le nouveau Compas Défense qui sera présenté le 19 mars, devraient avoir un impact financier significatif grâce à la création ou au renforcement de fonds dont on a besoin de toute urgence pour investir

- dans l'innovation et la recherche, en mettant l'accent sur les starts up européennes,
- dans la durabilité de la double transition environnementale et numérique,
- dans les politiques d'inclusion dans le marché du travail pour la migration des personnes qualifiées et l'apprentissage tout au long de la vie,
- dans les effets de la mondialisation sur les petites et moyennes entreprises et leurs travailleurs,
- dans la résilience de l'Union européenne face aux crises futures,
- dans la compétitivité et la durabilité des secteurs agricole et alimentaire,
- dans la politique énergétique, la défense commune et le secteur spatial européen.

Comme on le sait, l'Union européenne dispose actuellement d'un budget commun très modeste dont le caractère pluriannuel reste lié depuis 1992 à une absurde échéance de sept ans compensés très marginalement par des révisions à mi-parcours (*mid term review*).

Le cadre financier actuel expirera à la fin de 2027 et les nouveaux programmes ne seront donc opérationnels qu'à partir de la mi-2028, à la seule exception des fonds de cohésion dont l'opérationnalité est normalement reportée du cadre financier précédent en raison de l'inefficacité des dépenses des États et des régions.

La taille du budget commun actuel ne permet pas de donner suffisamment d'oxygène financier aux initiatives que la Commission européenne annoncera le 12 février et il est facile de les examiner une à une pour se rendre compte à quel point elles manqueront d'oxygène, au moment même où le début de l'ère Trumpienne avec ses cent décrets exécutifs et les défis du chaos international exigeraient dans de nombreux cas des réponses européennes rapides à la fois pour réagir aux émergences et pour planifier l'avenir.

MOVIMENTO EUROPEO

CONSIGLIO ITALIANO

IL PRESIDENTE

C'est en quelque sorte une réponse à l'appel à l'action immédiate lancé par le Président Mattarella dans son discours de Marseille ([LIEN](#)), qui doit se traduire par des actes des institutions européennes à l'initiative de la Commission européenne et à la demande du Parlement européen, en calculant rapidement les « coûts de la non-Europe ».

Comme ce fut le cas pour faire face aux émergences pandémiques après 2020 et pour l'aide à l'Ukraine après l'agression russe du 24 février 2022, nous pensons que le Parlement européen devrait demander à la Commission européenne de quantifier le niveau d'oxygène financier nécessaire pour soutenir les politiques publiques européennes liées à la mise en œuvre des initiatives qui seront présentées le 12 février en le traduisant dans un budget supplémentaire et rectificatif pour 2025 avec des lignes de crédits d'engagement dotées de «PM» et en annonçant que ces lignes seront dotées de crédits d'engagement et de crédits de paiement appropriés dans l'avant-projet de budget pour 2026.

Elles devront être accompagnées de propositions de ressources propres nécessaires à la réalisation des objectifs européens conformément à l'article 311 du TFUE sur la base des propositions déjà présentées par la Commission européenne en 2021 et 2023 liées notamment à la politique environnementale et aux profits des entreprises, qui devraient générer 47,5 milliards d'euros de recettes annuelles supplémentaires.

Aux propositions de ressources propres présentées par la Commission européenne, le Mouvement européen en Italie et le Centre d'études sur le fédéralisme (CSF) ont suggéré d'ajouter la taxation de ce que l'on pourrait qualifier d' « externalités négatives » et qui pourrait concerner

- une surtaxe linéaire à un taux uniforme sur les bénéfices des jeux de hasard,
- une ressource propre sur la consommation de cigarettes et d'alcool,
- une mise en œuvre efficace de la taxe sur les transactions financières,
- une ressource sur le gap de rémunération entre les hommes et les femmes,
- et une ressource statistique sur les déchets alimentaires,

une combinaison qui pourrait produire des recettes annuelles de plus de 100 milliards d'euros.

Seul un budget commun doté d'un niveau adéquat d'oxygène financier peut être la garantie d'ouvrir la voie à la création de ce que Mario Draghi a appelé la « bonne dette » en assurant l'ensemble des ressources nécessaires aux investissements dans les biens publics européens.

Pier Virgilio Dastoli

Bruxelles, le 10 février 2025